

22-05-2006

23-062006

NF:
N°

80.136 16 132803

SOUS-COMMISSION PARITAIRE DU TRANSPORT URBAIN ET REGIONAL DE LA REGION DE BRUXELLES CAPITALE	PARITAIR SUBCOMITE VOOR HET STADS- EN STREEKVERVOER VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 31 MARS 2006 RATIFIANT LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 3 SEPTEMBRE 1996	COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 31 MAART 2006 TER BEKRACHTIGING VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 3 SEPTEMBER 1996

Entre l'Union Belge des Transports en Commun Urbains et Régionaux, représentée par M. Alain Flausch, Président, et M. Kris **Lauwers**, Administrateur, ci-après dénommé « l'employeur », **d'une part,**

et la Centrale Générale des Services Publics, représentée par M. Alex Vonck, délégué permanent, la Centrale Syndicale Chrétienne - Services Publics, représentée par M. Robert **Timmermans**, délégué permanent, la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique, représentée par M. Chris Dreesen, délégué permanent, représentant les travailleurs, **d'autre part,**

il a été convenu ce qui suit:

Article 1^{er} - La présente convention collective de travail s'applique à l'employeur ressortissant à la Sous-commission paritaire du transport urbain et régional de la Région de Bruxelles-Capitale ainsi qu'aux membres de son personnel.

Article 2 - La convention collective de travail du 3 septembre 1996 relative aux plans de pension et règlements, annexée à la présente, est confirmée par la présente convention

Article 3 - La présente convention collective de travail est conclue pour une durée indéterminée.

Chaque partie signataire peut dénoncer la présente convention collective moyennant un préavis de trois mois notifié au président de la Sous-commission paritaire du transport urbain et régional de la Région de Bruxelles-Capitale. Auquel cas, la partie qui dénonce la présente convention est tenue de proposer un nouveau projet de texte

Tussen de Belgische Vereniging voor **Gemeenschappelijk** Stads- en Streekvervoer, vertegenwoordigd door Dhr. Alain Flausch, Voorzitter, en Dhr. Kris Lauwers, Bestuurder, hierna "**werkgever**" genoemd, enerzijds,

en de **Algemene** Centrale der Openbare Diensten, vertegenwoordigd door Dhr. Alex Vonck, bestendig afgevaardigde, de **Algemene** Christelijke Centrale - Openbare Diensten, vertegenwoordigd door Dhr. Robert Timmermans, bestendig afgevaardigde, de Algemene Centrale der **Liberale** Vakbonden van België, vertegenwoordigd door Dhr. Chris Dreesen, bestendig afgevaardigde, die de **werknemers** vertegenwoordigen, **anderzijds,**

wordt het volgende overeengekomen:

Artikel 1 - Deze collectieve **arbeidsovereenkomst** is van toepassing op de werkgever die valt onder het Paritair Subcomité voor het stads- en streekvervoer van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest alsook op al zijn personeelsleden.

Artikel 2 - De hierbij gevoegde collectieve arbeidsovereenkomst van 3 **september** 1996 met betrekking tot de pensioenplannen en **reglementen** wordt door de onderhavige **overeenkomst** bevestigd..

Artikel 3 - De onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst wordt voor onbepaalde duur afgesloten.

Elke ondertekenende partij kan de onderhavige overeenkomst opzeggen **mits** een vooropzeg van 3 **maanden**, betekend aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor het Stads- en Streekvervoer van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. In dat **geval moet** de partij die de onderhavige overeenkomst verbreekt een nieuwe tekst voorstellen.

CCT 31-03-06
CAO 31-03-06

4

SOUS-COMMISSION PARITAIRE DU TRANSPORT URBAIN
ET REGIONAL DE LA REGION DE BRUXELLES CAPITALE

**CONVENTION COLLECTIVE
DE TRAVAIL**

ENTRE

l'Union Belge des transports en Commun Urbains et Régionaux,
représentée par :
M. René Schoofs, Président
M. Jacques Devroye, **Vice-Président**,

D'UNE PART,

ET

la Centrale Générale des Services **Publics**, représentée par
M. Buxant Marc délégué permanent, la Centrale Chrétienne des
Services **Publics**, représentée par M. Naniot Jean-Pierre délégué
permanent, la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de
Belgique, représentée par M. Dreesen Chris, représentant les
travailleurs,

D'AUTRE PART,

a été conclue, dans le respect de tous les engagements résultant
des conventions antérieures existantes et dans les limites
permises par l'Arrêté royal du 24 décembre 1993, la convention
collective de travail ci-après.

*

* *

En application du point 4 "Fonds de Pension" de la convention
collective de travail du 24 mars 1994 suit ci-après le texte de
"Plans de pension et Règlements" daté du 28 juin 1994, approuvé
par les parties concernées.

La présente convention s'applique aux employeurs ressortissant
à la commission paritaire régionale des transports intercommunaux
de Bruxelles ainsi qu'à leurs travailleurs.

/ e , HB
ck

S.T.I.B.

PLANS DE PENSION

REGLEMENTS

vl > B
ca

28.06.1994

TABLE DES MATIERES

Introduction - Origine et Généralités.

Partie 1 : Travailleurs en service avant la création de l'Assurance Groupe.

Partie 2 : Travailleurs entrés en service après la création de l'Assurance Groupe.

Partie 3 : Le règlement CRATUB - STIB.

Annexes : 1. Définitions.
2. Obligations du Membre.
3. Taxes et autres impôts prévus par la loi.
4. Droits de pensions maximaux.

2
et 9 - B

Introduction - Origine et Généralités

Rente accordée aux pensionnés à la S.T.I.B. (C.R.A.T.U.B.)

Le système pension en vigueur à la S.T.I.B. assure une rente complémentaire aux agents pensionnés. Ce système - dénommé "C.R.A.T.U.B." - fonctionne selon les règles rappelées dans le règlement CRATUB repris ci-après.

Actuellement, les rentes complémentaires versées sont à charge directe du compte d'exploitation et aucune réserve n'est constituée en vue de faire face aux obligations de paiements futures.

Ceci n'est pas conforme à la loi et impose de mettre en place les mécanismes de protection indispensables mais compatibles avec les possibilités financières de la société, en créant un fonds - sous forme d'assurance groupe - capable à terme de faire face aux obligations futures.

Pour y parvenir, il est proposé de procéder par étapes en considérant trois catégories de personnel :

- Le personnel pensionné avant la date de création de l'Assurance Groupe, pour qui la constitution de réserve ne peut se faire que progressivement et uniquement dans la mesure où les réserves requises pour les actifs sont constituées.
- Le personnel en service ou prépensionné avant la création de l'Assurance Groupe, pour qui la constitution de réserves ne peut se faire que progressivement.
- Le personnel engagé à partir de la date de création de l'Assurance Groupe, pour qui les réserves peuvent être constituées sans difficultés d'ordre budgétaire insurmontables.

Il est toutefois admis que cette démarche ne doit en aucun cas déboucher sur des **différences** en matière de paiement des pensions complémentaires entre ces diverses catégories.

Les seules différences envisagées se situent au niveau de la manière dont sera approvisionnée cette Assurance Groupe.

Le principe retenu étant que, pour les agents en service ou pensionnés au moment de la création du fonds, il ne peut y avoir de changement quant au montant de leur participation personnelle au CRATUB, les avantages octroyés restant acquis.

V ' B
cto

Par contre, pour les agents qui seront engagés après la création du fonds, il sera instauré une cotisation différente dont une partie sera supportée par l'agent proportionnellement aux avantages escomptés, le solde nécessaire étant octroyé par la Société.

Pour obtenir un maximum de protection, les cotisations personnelles de ces travailleurs seront versées sur leur compte individuel, légalement protégé, dont le produit sera utilisé conformément aux règlements de cette Assurance Groupe.

Epargne complémentaire à redistribuer sous forme de capital unique

Comme cité précédemment, l'alimentation d'un fonds ne pose aucun problème budgétaire insurmontable pour les nouveaux engagés.

Par contre, une alimentation **significative** du fonds pour les agents en service avant la date de création du fonds ne pourra se faire que dans plus ou moins 5 ans. A cette époque, la charge C.R.A.T.U.B. des agents déjà pensionnés ira en décroissant compte tenu de la réduction du nombre de **bénéficiaires**, et de plus la charge des prépensionnés actuels diminuera.

A partir de ce moment, la charge C.R.A.T.U.B. supportée par le compte d'exploitation pourra être définie comme un pourcentage fixe de la masse salariale et il se dégagera un boni représenté par la différence entre cette charge et la charge réelle des décaissements qui ira en décroissant pendant un certain nombre d'**années**.

Ces bonis successifs alimenteront l'Assurance Groupe et les simulations montrent que rapidement les protections légales pourront être atteintes via la constitution de réserves légalement **protégées**.

Il n'est toutefois pas réaliste dans un premier temps de proposer l'alimentation par la société de comptes individuels pour les agents en service aujourd'hui. Pour ce motif, il est créé, en complément du C.R.A.T.U.B., un système d'épargne pension complémentaire alimenté exclusivement par les agents eux-mêmes et dont le produit - intérêts générés compris - leur sera entièrement restitué au moment de leur **départ**.

Cette épargne, mise en service via des comptes individuels, sera gérée aussi par l'Assurance groupe.

Ce système d'épargne complémentaire pourra toutefois être étendu aux nouveaux agents qui en feront la demande.

La durée de versement obligatoire pour les agents aujourd'hui en service est de 5 ans à dater de la création de l'assurance groupe. Cette durée pourra être renégociée individuellement à l'échéance des 5 années.

Handwritten initials:
 P
 D
 CB
 AB

La protection juridique choisie des droits de pension de tous les agents de la STIB : l'Assurance Groupe.

Ce fonds de pension STIB, constitué sous forme d'Assurance Groupe, a donc pour objectif de pourvoir aux pensions complémentaires des travailleurs de la Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles, en assurant et garantissant la continuité du paiement des pensions de retraite et de survie des agents de la société et de leurs ayants droit.

La présente Assurance Groupe a pour objet de garantir les engagements précités en matière de pension complémentaire en octroyant :

- un complément de pension aux agents, en vie au moment de leur mise à la retraite.
- un complément de survie aux époux(ses) en cas de décès des agents.
- un complément de survie aux orphelins des agents décédés.
- un complément d'incapacité aux agents reconnus en incapacité permanente.

Les droits et obligations résultant des règlements antérieurs sont repris par les dispositions du présent règlement, à partir de la date de création de l'assurance groupe.

Les différentes parties de ce règlement en font parties intégrantes, celles-ci devant être considérées comme complémentaires et indissociables.

2
V
ck
VB

S.T.I.B.

PLAN DE PENSION

**Travailleurs entrés en service
avant la date de création de
l'Assurance Groupe.**

REGLEMENT

Handwritten notes:
A 2 3
ce ~~10~~

Art. 1. Il est créé un Fonds, constitué sous forme d'une Assurance Groupe, afin de préserver les droits du personnel en matière de pension complémentaire.

Tous les agents, en service, prépensionnés ou pensionnés à la date de création de celle-ci, sont d'office membres de celle-ci, sauf s'ils en sont exclus en vertu du règlement CRATUB. Les années d'ancienneté à la société à la date de création de l'Assurance Groupe sont considérées comme années d'affiliation à cette Assurance Groupe.

Art. 2. Le fonds assure le paiement des compléments de pensions à ces agents en service, prépensionnés ou pensionnés et à leurs ayants droit.

Le règlement "CRATUB" est strictement d'application pour la détermination des conditions d'octroi et la valorisation des avantages **octroyés**.

Art. 3. Pour les agents pensionnés, prépensionnés ou présents à la STIB à la date de création de l'Assurance Groupe, l'alimentation du Fonds par la société au-delà des nécessités de paiement de l'année en cours - afin de constituer les réserves légales requises - se fera progressivement au plus tard à partir de la 5ème année qui suit cette date de création.

Les cotisations patronales sont payables mensuellement à terme échu, à dater de la date de début du plan.

Les cotisations de la société ne peuvent en aucun cas être reprises dans le patrimoine de la Société et restent acquises **définitivement** par le Fonds.

En cas **d'insuffisance** des réserves de l'Assurance Groupe pour assurer le respect des promesses de pensions complémentaires dues pour l'année et les années suivantes, jusqu'à expiration des obligations de la Société, lesdites réserves seront complétées progressivement par la STIB, à charge de son compte **d'exploitation**.

Les actifs financiers constituant les réserves du Fonds de l'Assurance Groupe ne peuvent en aucun cas être transférés vers la Société. Ils restent la propriété légale et protégée des Travailleurs de la Société.

Handwritten signature and initials:
A vertical line with 'E' and 'ca' written next to it, and 'IB' written to the right.

Art. 4. Afin de constituer une épargne individuelle complémentaire, récupérable à la pension ou au décès des travailleurs en service à la date de création de l'Assurance Groupe, une cotisation personnelle complémentaire de 1 % des traitements bruts (définis en annexe 1), est retenue à la source par l'employeur.

Cette cotisation est versée sur le compte individuel de chaque travailleur et est légalement protégée.

La durée de ce versement obligatoire est de 5 ans à dater de la date de création de l'Assurance Groupe. Cette durée pourra éventuellement être étendue à l'échéance des 5 années soit par nouvelle décision de Commission Paritaire, soit à la demande de l'agent.

Art. 5. Lors du décès ou du départ en pension d'un membre de la Société, engagé avant la date de la création de l'assurance **groupe**, la rente normale CRATUB sera octroyée conformément au règlement CRATUB.

En cas de licenciement pour motif grave, aucun avantage autre que la capitalisation des cotisations personnelles ne sera acquis. Dans tous les cas les droits acquis autres que la capitalisation des cotisations individuelles, ne peuvent être libérés qu'à l'âge terme prévu par le règlement.

En sus, et dans ce cas quelle que soit la raison du départ, un capital unique correspondant à l'épargne individuelle capitalisée du travailleur, lui sera remboursé.

Cette épargne, alimentée par les cotisations personnelles complémentaires de 1%, est capitalisée au taux d'intérêt minimum garanti par l'assureur (4,75 % au 1.1.94).

Ce taux sera majoré en cas de rendement meilleur des participations **bénéficiaires**.

En cas de décès du membre, outre le complément CRATUB normal aux ayants droit, les droits sont acquis dans l'ordre, au bénéficiaire du conjoint, des enfants (en parts égales), ou de toute personne désignée expressément par le travailleur comme bénéficiaire légal (à l'exception de l'Etat), et à défaut de **bénéficiaires**, au Fonds. Ce capital unique ne sera toutefois octroyé que dans l'hypothèse où il n'a pas déjà été octroyé à l'agent lui-même.

P. B.
dB

Art. 6. Les agents engagés avant la date de création de l'Assurance Groupe, s'ils le désirent, peuvent bénéficier d'un capital épargne plus important, en complétant leur cotisation personnelle obligatoire par une cotisation volontaire complémentaire. Cette faculté sera réglée chaque fois via un contrat individuel entre le gestionnaire de l'Assurance Groupe et l'intéressé.

Ces cotisations seront capitalisées sur le compte individuel de l'agent et intégralement récupérables lors du départ, augmentées des intérêts.

Art. 7. Aucun agent engagé avant la date de création de l'Assurance Groupe ou bénéficiaire ne peut vendre, échanger, mettre en garantie ou disposer différemment des avantages qui lui sont acquis par le Fonds.

En absence de bénéficiaire (conjoint, enfants ou autre bénéficiaire **contractuellement** désigné), les avantages non réclamés dans les 5 ans après qu'ils soient devenus payables, sont transférés au bénéfice du Fonds.

Art. 8. Le présent règlement, et les différentes parties qui le composent de manière indissociables, font entièrement partie du contrat de travail de l'agent de la Société.

Une copie de ce règlement sera remise individuellement à chaque agent.

Annuellement, les agents et la **STIB** recevront une fiche d'information individuelle reprenant les prestations acquises à ce moment (cotisations individuelles + intérêts + participation **bénéficiaires**).

Art. 9. La législation belge est strictement d'application.

Art.10. La date de création du Fonds est celle de la prochaine indexation des rémunérations, à dater de 1994.

Art.11. Indépendamment du système d'Assurance groupe et de l'épargne complémentaire dont question ci-dessus, et compte tenu des obligations légales, les cotisations personnelles conventionnelles actuelles en vigueur restent d'application au bénéfice du Compte d'Exploitation de manière non individualisées et non récupérables.

P. V. JB

Elles sont fixées à :

- 0% sur la tranche de rémunération mensuelle brute inférieure à 42.817 F,
- 0,1% sur la tranche de rémunération mensuelle brute comprise entre 42.817 F et 68.686 F,
- 0,2% sur la tranche de rémunération mensuelle brute comprise entre 68.687 F et 101.025 F,
- 0,3% sur la tranche de rémunération mensuelle brute comprise entre 101.026 F et 133.364 F,
- 0,4% sur la tranche supérieure à 133.365 F.

Les différents plafonds des tranches sont indexés sur les mêmes bases que les traitements de référence.

Handwritten notes:
A 2 → IB
100%

S.T.I.B.

PLAN DE PENSION

**Travailleurs entrés en service
après la date de création de
l'Assurance Groupe.**

REGLEMENTS

*1 P
cst B*

Art. 1. Il est créé un fonds, constitué sous forme d'une Assurance Groupe, afin de préserver les droits du personnel engagé après la date de création de l'assurance groupe, en matière de pension complémentaire.

Tous les agents, entrés en service à partir de cette date, seront d'office membres de celle-ci, sauf s'ils en sont exclus en vertu du règlement CRATUB.

Art. 2. Le fonds assure le paiement des compléments de pensions à ces agents lors de leur départ en pension ainsi qu'à leurs ayants droit en cas de décès.

Le règlement "CRATUB" est strictement d'application en ce qui concerne les conditions d'octroi et la valorisation des avantages octroyés.

Art. 3. Pour ces agents engagés après la date de création, l'alimentation du Fonds - afin de constituer les réserves légales requises - se fera à charge du compte d'exploitation de la STIB et à leur charge.

En cas d'insuffisance des réserves de l'Assurance Groupe pour assurer le respect des promesses de paiement de pensions complémentaires dues pour l'année, ces réserves seront complétées par la STIB.

Les cotisations patronales sont payables mensuellement à terme échu, à dater de la date de début du plan.

Les cotisations de la société ne peuvent en aucun cas être reprises dans le patrimoine de la Société et restent acquises définitivement par le Fonds.

Les actifs financiers constituant les réserves du Fonds de l'Assurance Groupe ne peuvent en aucun cas être transférés vers la Société. Ils restent la propriété légale et protégée des agents de la Société.

E
alt → *B*

Art. 4. Afin de soutenir l'effort de la STIB visant à constituer, via son compte d'exploitation, les réserves financières requises, des cotisations personnelles conventionnelles sont d'application et affectées au Fonds de cette Assurance Groupe.

Les cotisations personnelles des agents engagés à partir de la date de création de l'Assurance Groupe seront retenues à la source mensuellement et versées sur le compte individuel de chaque travailleur.

Elles sont dues sur le traitement de référence défini en annexe 1 et ce jusqu'à la date normale de mise à la pension légale.

Elles sont fixées à :

- 0% sur la tranche de rémunération mensuelle brute inférieure à 42.817 F,
- 1% sur la tranche de rémunération mensuelle brute comprise entre 42.817 F et 68.686 F,
- 2% sur la tranche suivante de 32.338 F, et ainsi de suite par pas de 1% pour chaque nouvelle tranche de 32.338 F, jusqu'à un maximum de 5% sans limitation de plafond.

Les différents plafonds des tranches sont indexés sur les mêmes bases que les traitements de référence.

Art. 5. Lors du décès ou du départ en pension d'un membre de la Société, engagé après la date de création de l'Assurance Groupe, la rente CRATUB sera octroyée conformément au règlement CRATUB.

Ces agents peuvent opter s'ils le souhaitent pour un capital unique.

Ce capital sera égal à la valeur obtenue par capitalisation des cotisations personnelles versées au CRATUB.

En cas de décès de ce membre, le paiement du complément CRATUB aux ayants droit, ou du capital unique s'effectue dans l'ordre, au bénéficiaire du conjoint, des enfants (en parts égales), ou de toute personne désignée expressément par le travailleur comme bénéficiaire légal (à l'exception de l'Etat), et à défaut de bénéficiaires, au Fonds.

Ce capital unique ne sera toutefois octroyé que dans l'hypothèse où ce capital n'a pas déjà été octroyé à l'agent lui-même.

A P → *AB*
ds

Le taux de capitalisation des cotisations personnelles est le taux minimum garanti par l'assureur (4,75 % au 01.01.1994). Ce taux sera majoré en cas de rendement meilleur par des participations bénéficiaires éventuelles.

En cas de départ autre que décès et pension, les agents récupèrent le produit capitalisé de leurs cotisations personnelles sur la base du rendement contractuel garanti par l'assureur.

En cas de licenciement pour motif grave, aucun avantage autre que la capitalisation des cotisations personnelles ne sera acquis.

Dans tous les cas, les droits acquis, autres que la capitalisation des cotisations individuelles, ne peuvent être libérés qu'à l'âge terme prévu par le règlement.

Art. 6. Les agents engagés après la date de création de l'Assurance Groupe, s'ils le désirent, peuvent bénéficier d'un capital épargne supplémentaire, en complétant leur cotisation personnelle obligatoire par une cotisation volontaire complémentaire retenue à la source par l'employeur. Cette faculté sera réglée chaque fois via un contrat individuel entre le gestionnaire de l'Assurance Groupe et l'intéressé.

Ces cotisations seront versées sur le compte individuel de l'agent et intégralement récupérables lors du départ, augmentées des intérêts.

Art. 7. Aucun agent engagé après la date de création de l'Assurance Groupe ou bénéficiaire ne peut vendre, échanger, mettre en garantie ou disposer différemment des avantages qui lui sont acquis par le Fonds.

En absence de bénéficiaire (conjoint, enfants, ou autre bénéficiaire **contractuellement** désigné) les avantages non réclamés dans les 5 ans après qu'ils soient devenus payables, sont transférés au bénéfice du Fonds.

P
08 → JB

Art. 8. Le présent **règlement**, et les différentes parties qui le composent de manière **indissociable**, font entièrement partie du contrat de travail de l'agent de la Société.

Une copie de ce règlement sera mise individuellement à sa disposition.

Annuellement, les agents et la **STIB** recevront une fiche d'information individuelle reprenant les prestations acquises à ce moment.

Art. 9. La législation belge est strictement d'application.

Art.10. La date de création du Fonds est celle de la prochaine indexation des rémunérations .

12
12
12

S.T.I.B.

REGLEMENT

C.R.A.T.U.B..

Handwritten notes:
p
c16
B

- Art. 1 Le personnel de la **STIB** est soumis aux lois relatives à la Sécurité Sociale.
- Art. 2 Le règlement du Plan de pensions est dénommé "CRATUB".
- Art. 3 Sont affiliés au CRATUB tous les ouvriers et employés de la STIB, à l'exception des agents étudiants, supplétifs (agents engagés pour des prestations occasionnelles et à la demande), et des bénéficiaires de l'assurance groupe ASSUBEL de l'ex Service Spécial d'Etudes.
- Art. 4 Les agents affiliés participent à l'alimentation du CRATUB par une cotisation personnelle obligatoire calculée sur leur traitement brut et retenue mensuellement à la source.
- Art. 5 Peuvent bénéficier du **C.R.A.T.U.B.**, les agents effectifs ou temporaires ayant acquis la qualité de "6 mois de bons services" à la société au moment de leur départ en pension.
- Art. 6 La rente de pension complémentaire allouée par le "C.R.A.T.U.B." est définie comme suit :

$$\text{mensuellement : } R.P. = (70 \% T - PL) \times \frac{n}{35 \times 12} +$$

$$\text{annuellement : } G.P. = 70 \% G \times n/35$$

où T: est le traitement de référence servant au calcul de la pension complémentaire, défini à l'annexe 1;

PL: est le montant de la pension annuelle légale à 65 ans de l'homme marié, comme défini à l'annexe 1;

n: est le nombre d'années de service, comme défini à l'annexe 1.

G: est la gratification définie en annexe 1.

La rente mensuelle sera octroyée au Membre à partir du premier mois qui suit son départ en pension, et ce à terme échu, tout mois entamé étant considéré comme dû.

Handwritten signature and initials:
 A. P. B.
 J. T.

Art. 7 En cas de décès d'un Membre pendant son temps de service et avant la Date Normale de Pension :

Une rente de survie est versée au conjoint.

La rente de survie (RS) est fixée à : $(RP+GP) * k * k'$

RP+GP: sont les rentes de pension complémentaire normale du membre comme définies à l'article 6.

k : est un coefficient fonction de l'âge du conjoint à son **décès**, indiqué dans le tableau repris en annexe 1.

k' : est un coefficient fonction de la différence d'âge entre l'agent et le conjoint, tel que défini à l'annexe 1.

La rente de survie de veuve ou veuf est versée au conjoint du Membre, à condition que :

- le Membre ne soit pas divorcé ou séparé de corps et de biens à la date du **décès**.
- le Membre soit marié depuis plus d'un an.
- son conjoint survivant ne soit pas plus jeune de plus de 20 ans.

En cas de remariage du conjoint survivant, le droit à la rente mensuelle disparaît.

Les obligations vis-à-vis du conjoint survivant seront octroyées à partir du premier mois qui suit le décès du Membre et ce à terme échu, tout mois entamé étant considéré comme dû.

Art. 8 En cas de décès d'un Membre après son départ en pension :

Une rente de survie sera versée au conjoint décrit ci-dessus, si ceux-ci étaient déjà conjoints un an avant le départ en pension.

La rente de survie est fixée comme pour l'article 7 à:

$$RS = (RP + GP) * k * k'$$

Cet avantage sera octroyé au Bénéficiaire à partir du premier mois qui suit le décès du Membre et ce à terme échu, tout mois entamé étant considéré comme dû.

est → B

Art. 9 En cas d'orphelins :

Une rente mensuelle d'orphelin, sera octroyée, aux enfants reconnus légalement par le Membre décédé, sous réserve des conditions suivantes :

- leur identité doit être connue, à la date du décès.
- ils doivent être âgés de moins de 18 ans et ils doivent bénéficier d'allocations familiales.
- ils doivent être orphelin de père et de mère.

Le montant de la rente d'orphelin est fixée à :

- pour un orphelin : $2 \cdot RS \cdot k / 5$
- par orphelin supplémentaire : $RS \cdot k / 5$

Le maximum des rentes d'orphelin octroyé à l'ensemble des orphelins d'un membre décédé ne peut excéder : $RS \cdot k$
Les termes RS et k sont ceux définis pour le cas du conjoint survivant.

Cet avantage sera octroyé au(x) Bénéficiaire(s) à partir du premier mois qui suit le décès du Membre et ce à terme échu, tout mois entamé étant considéré comme dû.

Art. 10 Avantages en cas d'incapacité permanente.

Les agents bénéficient de la part de la S.T.I.B., et en vertu d'une autre convention, d'un revenu garanti pendant 24 mois en cas de maladie ou d'accident dans la vie privée.

Les agents ayant 10 ans de service effectifs et qui sont frappés d'une incapacité permanente de travail, en dehors des cas d'accident de travail causés par le fait d'un tiers, bénéficieront d'une rente mensuelle aussi longtemps qu'ils sont bénéficiaires de revenus de remplacement de la part d'une mutuelle ou du chômage.

Cette rente est fixée à 1% du traitement par année de service.

Toutefois cette rente ne peut avoir pour effet de se substituer aux droits que l'invalidé peut faire valoir auprès d'autres organismes.

Elle peut éventuellement être cumulée avec les indemnités qui reviendront à l'intéressé sans que l'ensemble des ressources de celui-ci ne puisse dépasser 85% de son traitement d'activité, conformément à la législation.

Handwritten signature/initials:
A P B
AB

L'attribution de la rente peut être suspendue **définitivement** lorsque l'intéressé s'adonne à une activité rémunérée, soit en nature ou en argent.

Les prévisions du présent article sont uniquement d'application pour un Travailleur qui remplit les conditions de qualité de Membre comme défini à l'article 3 au jour où son invalidité débute.

Cet avantage sera octroyé aux **bénéficiaires** à partir du premier mois qui suit la décision et ce à terme échu, tout mois entamé étant considéré comme dû.

P
cl
HB

ANNEXE 1 : Définitions

Pour l'interprétation de ce Règlement les définitions suivantes sont d'application :

1.1. Personnel féminin et masculin :

Dans ce règlement on utilise le masculin pour les deux sexes. Si on l'entend différemment, il en sera formellement fait mention.

1.2. Le Membre :

Est tout agent qui remplit les conditions d'affiliation définies à l'article 3 du Règlement.

1.3. Date Normale de Pension :

Est le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel le Membre atteint l'âge normal de mise à la pension légale, actuellement entre 60 et 65 ans. Le Membre s'il le souhaite pourra toutefois terminer le trimestre civil en cours avant de partir en pension.

1.4. Le Traitement de référence pour le calcul de la pension complémentaire (T):

Pour l'ouvrier :

T = salaire barémique annuel brut (1983,6 x salaire horaire brut (y compris les primes ci-dessous dont bénéficie éventuellement l'intéressé : prime de réussite d'examen, de faisant-fonction depuis au moins un an sans interruption, de brigadier, de moniteur), augmenté de la quote-part du 13ème mois (35.000 F en 1994).

G = prime de programmation sociale indexée
(34.092 F en 1994 dont 13.081 F non indexés).

Pour l'employé :

T = 13 x appointement mensuel brut, (y compris les primes éventuelles dont bénéficie l'intéressé: prime de réussite d'examen sans nomination, de faisant-fonction acquises depuis au moins un an sans interruption, de surveillant, d'instructeur, de moniteur, de non avarie aux sous chefs et chefs d'entretien).

G = prime de programmation sociale indexée
(39.662 F en 1994 dont 13.081 F non indexés).

/ 2 - 18
006

Les valeurs de 'T' sont celles des échelles barémiques à la date de départ en pension légale ou à la date du décès dans le cas de la pension de survie. En cas de travail à temps partiel, il est revalorisé à 100 %.

Le Traitement de référence bénéficiera toutefois des indexations ainsi que des programmations sociales conventionnelles.

Toutefois si à l'âge de 55 ans ou plus, l'agent est placé dans une catégorie inférieure pour des causes indépendantes de sa volonté, il sera tenu compte de son traitement ou salaire antérieur dans la mesure à déterminer par la Commission Paritaire.

1.5. Le montant de Pension légale :

Est le montant de la pension annuelle légale complète théorique à 65 ans de l'homme marié, c.à.d. au taux "ménage", tel que défini par la législation pour les travailleurs salariés et ce quelle que soit la situation familiale du Membre.

1.6. Le Bénéficiaire :

Est chaque personne, qui selon le Règlement, a droit à quelque avantage, soit directement comme Membre, soit indirectement comme ayant droit du fait de l'affiliation de l'agent.

1.7. Les Années de Service (n) :

Sont toutes les années et mois complets de service prestés à la société comme travailleur ou assimilés par la société, entre la date d'entrée à la société et la date de départ. Pour les nouveaux engagés cette date d'entrée sera le premier jour du mois au cours duquel ils répondent aux conditions d'affiliation prévues à l'article 3 du règlement CRATUB.

Le nombre d'années prestées est :

- arrondi à l'année supérieure dès que l'année en cours est entamée de plus de 6 mois,
- arrondi à l'année inférieure dans le cas contraire,
- limité à 35 ans maximum; en cas de limitation les années prises en considération sont les 35 dernières années de carrière.

1/2
est
B

Sont assimilées au temps de service :

- les périodes de maladie. L'interruption pour cause de maladie comptera cependant au maximum pour deux années de service.
- les périodes de congé sans solde pour convenance syndicale.
- les années de prépension conventionnelle avec un maximum de cinq ans.
- les années de service dans les sociétés de transport en commun urbains et régionaux pour les agents engagés avant la date de création du fonds.

Les périodes à temps partiel sont déduites pour la détermination du temps de service réel, au prorata du temps non presté.

Les congés sans solde au-delà de 10 jours par an seront également déduits et les agents décédés pendant leur congé sans solde à long terme sont assimilés à des démissionnaires.

1.8. Le Coefficient k et k' :

Le coefficient k est fonction de l'âge du conjoint à la date du décès de l'agent, indiqué dans le tableau repris ci-après :

âge du conjoint à la date du décès	quotité
- de 41 ans _____>	46.60%
41 ans _____>	47.95%
42 ans _____>	49.25%
43 ans _____>	50.60%
44 ans _____>	51.95%
45 ans _____>	53.25%
46 ans _____>	54.60%
47 ans _____>	55.95%
48 ans _____>	57.25%
49 ans _____>	58.60%
50 ans _____>	59.95%
51 ans _____>	61.25%
52 ans _____>	62.60%
53 ans _____>	63.95%
54 ans _____>	65.25%
55 ans et + _____>	66.60%

/ e - B
06

k' est fonction de la différence d'âge entre l'agent et le conjoint. Il a été conventionnellement pris égal à celui fixé par arrêté royal du 26 avril 1932 portant exécution de la loi du 14 juillet 1930. Il ne peut toutefois pas être supérieur à 1 (1973) et est de toute façon égal à 1 lorsque le bénéficiaire est âgé de plus de 55 ans.

De plus la différence d'âge est diminuée de la durée du mariage au moment du décès.

1.9. La Date de début d'application :

Est la date de la prochaine indexation des rémunérations.

le
est
B

ANNEXE 2 : Obligations du Membre.

2.1. Changements dans la situation familiale.

Le Membre a l'obligation de tenir la STIB au courant de tout changement dans sa situation familiale, pour autant que ce changement influence le droit aux avantages de ce Plan.

2.2. Autres informations.

Le gestionnaire du Plan a le pouvoir de demander via la STIB tout document qu'il estime nécessaire pour vérifier si un droit aux avantages existe ou continue d'exister comme par exemple des extraits d'actes de naissance, des certificats de vie, des extraits d'actes de décès.

Au cas où il n'est pas répondu à ces demandes, le gestionnaire peut suspendre les paiements, et faire rembourser tout versement indu, avec intérêt au taux de rendement du Fonds, au bénéfice de celui-ci.

Handwritten initials: "A E" and "B" with arrows pointing to the text above.

ANNEXE 3 : Taxes et autres impôts prévus par la loi.

Tous les versements dans le cadre de ce Plan sont assujettis aux prélèvements imposés et aux exonérations fiscales accordées par la législation belge.

Les taxes éventuelles sur les primes des contrats d'assurance et sur les versements au Fonds d'investissement sont à charge de la Société, comme toute cotisation sociale et fiscale sur les versements patronaux.

Les Membres supporteront les taxes correspondant à une extension volontaire éventuelle, sous forme de contrat individuel, de leurs versements personnels au-delà du 1 % obligatoire pendant 5 ans pour les agents en service lors de la création du Fonds, au-delà de la cotisation de 1 % à 5 % pour les autres.

Les impôts, précomptes, droits, taxes, ou cotisations diverses dus sur les rentes, capitaux individuels et participations **bénéficiaires** diverses, du fait de leur liquidation, sont à charge des **bénéficiaires**.

Pour le futur, tous droits, impôts, taxes, cotisations diverses seront dus selon les modalités prévues par la législation qui les aurait créés.

Handwritten notes and initials: a vertical line with a checkmark, the letters 'P', 'D', 'CZ', and a signature.

ANNEXE 4 : Droits de pensions maximaux.

Les avantages totaux de ce Plan, y compris la pension légale belge, ne seront pas supérieurs au montant maximum comme défini dans l'Arrêté Royal du 20 septembre 1985.

Si la pension maximale est atteinte, les cotisations du travailleur et de l'employeur seront diminuées de façon proportionnelle ou seront arrêtées pour répondre aux prescriptions de cet Arrêté Royal.

Handwritten notes:
/ P
/ az
AB.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR HET STADS- EN
STREEKVERVOER VAN HET BRUSSELSE HOOFDSTEDLIJKE GEWEST

**COLLECTIEVE ARBEIDS-
OVEREENKOMST**

TUSSEN

de Belgische Unie van **Gemeenschappelijk** Stads- en Streekvervoer,
vertegenwoordigt door :
de heer René **Schoofs**, Voorzitter
de heer Jacques Devroye, Vice-Voorzitter,

ENERZIJDS,

EN

de **Algemene** Centrale der Openbare Diensten vertegenwoordigd door
dhr Buxant Marc, bestendig afgevaardigde, de Christelijke
Centrale der Openbare Diensten vertegenwoordigd door dhr Naniot
Jean-Pierre bestendig afgevaardigde en de Algemene Centrale der
Liberale Vakbonden van België vertegenwoordigd door dhr Dreesen
Chris, bestendig afgevaardigde, die de **werknemers**
vertegenwoordigen,

ANDERZIJDS,

werd, in het **raam** van de naleving van **alle** verbintenissen
voortvloeiend uit de vorige bestaande overeenkomsten, en binnen
de beperkingen opgelegd door het K.B. van 24.12.93, de
onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst afgesloten.

*

*

*

In toepassing van punt 4 "**Pensioenfonds**" van de collectieve
arbeidsovereenkomst van 24 maart 1994 volgt hierna de tekst van
"**Pensioenplannen en Reglementen**" gedateerd van 28 juni 1994,
goedgekeurd door betrokken **partijen**.

De huidige conventie is van toepassing voor de werkgevers die
ressorteren onder het paritair gewestelijk comité van het
Intercommunaal Vervoer te Brussel en hun personeelsleden.

Handwritten signature and initials in the bottom right corner of the document.

Gedaan te Brussel, op 3 september 1996

Voor de Belgische Vereniging van
het **Gemeenschappelijke** Stads- en
Streekvervoer,

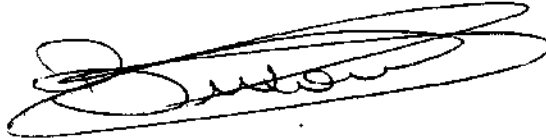


R. SCHOOFS
Voorzitter



J./DEVROYE
Vice-Voorzitter

Voor de A.C.O.D.



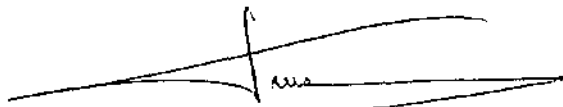
M. BUXANT
Bestendig afgevaardigde

Voor de C.C.O.D.



J.P. NANIOT
Bestendig afgevaardigde

Voor het **A.C.L.V.B.**



C. DREESEN
Bestendig afgevaardigde

M.I.V.B.

PENSIOENPLANNEN

REGLEMENTEN

P
act / *B*

28.6.1994

INHOUDSTAFEL

Inleiding - Oorsprong en algemene beschouwingen

- Deel 1 : Werknemers in dienst getreden vóór de afsluiting van de groepsverzekering
- Deel 2 : Werknemers in dienst getreden na de afsluiting van de groepsverzekering
- Deel 3 : "C.R.A.T.U.B."-reglement - M.I.V.B.
- Bijlagen :
1. Bepalingen
2. Verplichtingen van het lid
3. Taksen en andere belastingen waarin door de wet voorzien is
4. Maximaal pensioenrecht

p
V
D
B

INLEIDING - OORSPRONG EN ALGEMENE BESCHOUWINGEN

Bij de M.I.V.B. aan de gepensioneerden uitgekeerde rente ("C.R.A.T.U.B.")

In het bij de M.I.V.B. vigerende pensioensysteem wordt aan de gepensioneerde personeelsleden een aanvullende rente uitgekeerd. Dit systeem - "C.R.A.T.U.B." genoemd - functioneert volgens de regels waaraan herinnerd wordt in het hierna opgenomen "C.R.A.T.U.B."-reglement.

Op dit ogenblik vallen de gestorte aanvullende renten rechtstreeks ten laste van de exploitatierekening en wordt er geen enkele reserve aangelegd om de verplichtingen inzake toekomstige uitbetalingen na te leven.

Deze toestand is niet in overeenstemming met de wet en vergt de instelling van de onontbeerlijke beveiligingsmechanismen die verenigbaar zijn met de financiële mogelijkheden van de maatschappij door de oprichting van een fonds - in de vorm van een groepsverzekering - dat het op termijn mogelijk maakt het hoofd te bieden aan de toekomstige verplichtingen.

Om dit doel te bereiken wordt voorgesteld in etappes te werken en drie categorieën personeelsleden in aanmerking te nemen :

- personeelsleden gepensioneerd vóór de datum van afsluiting van de groepsverzekering, voor dewelke het aanleggen van reserves slechts geleidelijk kan gebeuren en alleen in de mate dat de voor de actieven gevergd reserves gecreëerd zijn.
- personeelsleden in dienst of met brugpensioen vóór de afsluiting van de groepsverzekering, voor dewelke slechts geleidelijk reserves kunnen aangelegd worden.
- personeelsleden aangeworven sedert de datum van afsluiting van de groepsverzekering, voor dewelke de reserves zonder onoverkomelijke budgettaire moeilijkheden kunnen samengesteld worden.

Er is evenwel overeengekomen dat deze demarche in geen enkel geval mag leiden tot verschillen in de uitbetaling van de aanvullende pensioenen tussen deze diverse categorieën.

De enige overwogen verschillen hebben betrekking op de wijze van stijving van deze groepsverzekering.

Voor de personeelsleden in dienst of gepensioneerd op het ogenblik van de oprichting van het fonds werd het principe aanvaard dat het bedrag van hun persoonlijke bijdrage aan de "C.R.A.T.U.B." niet mag gewijzigd worden, aangezien de toegekende voordelen verworven blijven.

Handwritten initials and a large letter B.

Daar het vereiste **saldo** toegekend wordt door de maatschappij, wordt voor de personeelsleden aangeworven na de oprichting van het fonds een verschillende bijdrage ingesteld, waarvan een deel gedragen wordt door het personeelslid in verhouding tot de verwachte voordelen.

Om hun belangen **maximaal** veilig te stellen, zullen de persoonlijke bijdragen van deze **werknemers** gestort worden op hun wettelijk **beschermde** individuele rekening, waarvan het produkt zal aangewend worden **overeenkomstig** de reglementen van deze groepsverzekering.

Aanvullende spaarrekening te herverdelen in de vorm van eenmalig kapitaal

Zoals hierboven **gemeld**, stelt de stijving van een fonds voor de nieuw aangeworvenen geen **enkel onoverkomelijk** budgettair probleem.

Daarentegen zal een belangrijke stijving van het fonds voor de personeelsleden in dienst **vóór** de **datum** van oprichting van het fonds slechts kunnen geschieden binnen ongeveer 5 jaar. Na die periode zal de "C.R.A.T.U.B."-last van de reeds gepensioneerde personeelsleden **afnemen**, rekening houdend met de **vermindering** van het aantal begunstigten en bovendien zal de last van de huidige bruggepensioneerden **verminderen**.

Op dat ogenblik zal de door de exploitatierekening gedragen "C.R.A.T.U.B."-last kunnen gedefinieerd worden als een vast percentage van de **loonmassa** en zal er een batig saldo ontstaan ingevolge het verschil tussen deze last en de **reële** last van de uitbetalingen die gedurende een bepaald aantal jaren zal verminderen.

Deze opeenvolgende overschotten zullen de groepsverzekering stijven en uit simulaties is gebleken dat de wettelijke bescherming vlug zal worden bereikt via de **samenstelling** van wettelijk beschermde **reserves**.

In een eerste fase is het evenwel niet realistisch de stijving door de maatschappij voor te stellen van individuele rekeningen voor de personeelsleden die thans in dienst zijn. Om deze reden wordt samen met de "C.R.A.T.U.B." een **systeem** inzake aanvullend pensioensparen gecreëerd dat uitsluitend door de personeelsleden **zelf** gestijfd wordt en waarvan het produkt - met inbegrip van de gegenereerde interesten - volledig zal terugbetaald worden op het ogenblik dat zij de maatschappij verlaten.

Deze spaarrekening, die geconcretiseerd wordt via individuele rekeningen, zal eveneens beheerd worden door de groepsverzekering.

Het systeem inzake aanvullend pensioensparen zal evenwel kunnen uitgebreid worden **tot** de nieuwe personeelsleden die erom verzoeken.

De duur van verplichte storting voor de personeelsleden die thans in dienst zijn bedraagt 5 jaar te rekenen vanaf de afsluiting van de groepsverzekering. Over deze duur zal individueel na afloop van de 5 jaar opnieuw kunnen onderhandeld worden.

Handwritten signature: P.R. → ctb B

De gekozen juridische bescherming van het pensioenrecht van al de personeelsleden van de M.I.V.B. : de groepsverzekering

Dit M.I.V.B.-pensioenfonds, samengesteld in de vorm van een groepsverzekering, heeft dus tot doel te voorzien in de aanvullende pensioenen van de werknemers van de Maatschappij voor het Intercommunaal Vervoer te Brussel, door de continuïteit van de uitbetaling van de ouderdoms- en overlevingspensioenen van de personeelsleden van de maatschappij en van hun rechthebbenden te waarborgen.

Deze groepsverzekering heeft tot doel de voormelde verplichtingen op het vlak van het aanvullend pensioen te waarborgen door de toekenning van :

- een aanvullend pensioen aan de personeelsleden in leven op het ogenblik dat zij op pensioen gesteld worden;
- een aanvullend overlevingspensioen aan de eegade in geval van overlijden van de personeelsleden;
- een aanvullend overlevingspensioen aan de wezen van de overleden personeelsleden;
- een aanvullende incapaciteitsvergoeding aan de personeelsleden die blijvend arbeidsongeschikt zijn.

De rechten en verplichtingen voortvloeiend uit de vroegere reglementen zijn vanaf de datum van afsluiting van de groepsverzekering opgenomen in de beschikkingen van onderhavig reglement.

De verschillende afdelingen van dit reglement maken er noodzakelijk deel van uit en moeten beschouwd worden als complementair en onafscheidelijk.

Handwritten signature:
d'P
etc
IB

M.I.V.B.

PENSIOENPLAN

**Werknemers in dienst getreden v  r
de datum van afsluiting van de
groepsverzekering**

REGLEMENT

*2
alt
1B*

- Art. 1. Er wordt een fonds gecreëerd, **samengesteld** in de vorm van een groepsverzekering, teneinde de rechten van het personeel inzake aanvullend pensioen veilig te stellen.

Al de personeelsleden, in dienst, met brugpensioen of gepensioneerd op de datum van afsluiting van deze groepsverzekering, zijn er ambtshalve lid van, behalve wanneer zij er krachtens het "C.R.A.T.U.B."-reglement van uitgesloten zijn. De **anciënniteitsjaren** bij de maatschappij op de datum van afsluiting van de groepsverzekering worden beschouwd als jaren lidmaatschap bij deze groepsverzekering.

- Art. 2. Het fonds zorgt voor de uitbetaling van de pensioenaanvullingen aan deze personeelsleden in dienst, met brugpensioen of gepensioneerd en aan hun **rechthebbenden**.

Het "C.R.A.T.U.B."-reglement is strikt van toepassing voor de bepaling van de voorwaarden inzake toekenning en valorisatie van de verleende voordelen.

- Art. 3. Voor de gepensioneerde, bruggepensioneerde of aanwezige personeelsleden bij de M.I.V.B. op de datum van afsluiting van de groepsverzekering, zal de stijving van het fonds door de maatschappij de **betalingsbehoeften** van het lopende jaar **overtreffen** met het oog op het aanleggen van de vereiste wettelijke **reserves**. De stijving zal geleidelijk gebeuren ten laatste vanaf het 5e jaar dat volgt op deze **afsluitingsdatum**.

De werkgeversbijdragen **moeten maandelijks**, vanaf de datum van instelling van het plan, na vervallen termijn betaald worden.

De bijdragen van de maatschappij mogen in geen enkel geval **opgenomen** worden in het **patrimonium** van de maatschappij en blijven definitief verworven door het fonds.

Indien de **reserves** van de groepsverzekering ontoereikend zijn om de verbintenissen na te leven inzake verschuldigde aanvullende pensioenen voor het jaar en de volgende jaren, tot de verplichtingen van de maatschappij zijn nagekomen, zullen **voormelde reserves** geleidelijk door de M.I.V.B. aangevuld worden ten **laste** van haar exploitatierekening.

De financiële activa, die de **reserves** van de groepsverzekering **samenstellen**, mogen in geen enkel geval overgeboekt worden naar de maatschappij. Zij blijven de wettelijke en beschermde eigendom van de werknemers van de maatschappij.

A 2
de
IB

Art. 4. Met het oog op de **vorming** van een bij de oppensioenstelling of het overlijden van de werknemers in dienst op de datum van afsluiting van de groepsverzekering te recupereren aanvullende individuele spaarrekening, wordt door de werkgever een aanvullende persoonlijke bijdrage van 1 % van de brutobezoldiging (bepaald in bijlage 1) aan de bron afgehouden.

Deze bijdrage wordt gestort op de individuele rekening van elke werknemer en is wettelijk beschermd.

De duur van deze verplichte storting bedraagt 5 jaar vanaf de datum van afsluiting van de groepsverzekering. Deze duur kan eventueel na de **voormelde** 5 jaar verlengd worden bij nieuwe beslissing van het Paritair Comité of op verzoek van het personeelslid.

Art. 5. Bij het overlijden of de oppensioenstelling van een vóór de datum van afsluiting van de groepsverzekering aangeworven personeelslid van de **maatschappij**, wordt de normale "C.R.A.T.U.B."-rente uitgekeerd overeenkomstig het "C.R.A.T.U.B."-reglement.

In geval van afdanking **om** een ernstige reden, zal geen ander voordeel dan de kapitalisatie van de persoonlijke bijdragen verworven zijn. In **elk** geval kunnen de verkregen rechten andere dan de kapitalisatie van de individuele bijdragen slechts vrijgegeven worden op de leeftijd waarin door het **reglement** is voorzien.

Bovendien, en in dit geval **welke** de reden van vertrek moge zijn, zal hem een eenmalig kapitaal terugbetaald worden dat **overeenstemt** met de individuele gekapitaliseerde spaarrekening van de werknemer.

Deze spaarrekening, gestijfd door de aanvullende persoonlijke bijdragen van 1 %, wordt gekapitaliseerd tegen de door de verzekeraar gewaarborgde minimumrentevoet (4,75 % op 1 januari 1994).

Deze rentevoet zal verhoogd worden in geval van verbeterd rendement van de winstaandelen.

In geval van overlijden van het lid, zijn de rechten, benevens het normale "C.R.A.T.U.B."-complement aan de rechthebbenden, **respectievelijk** verkregen ten gunste van de eegade, de kinderen (in gelijke delen) of elke andere persoon die **uitdrukkelijk** door de werknemer als wettelijke begunstigde (met uitzondering van de Staat) werd aangewezen, of indien er geen begunstigden werden aangewezen ten gunste van het fonds.

Dit eenmalig kapitaal zal evenwel slechts toegekend worden op voorwaarde dat het niet reeds werd uitbetaald aan het personeelslid **zelf**.

1/2
ca
LB

Art. 6. Indien zij dit wensen, **kunnen** de personeelsleden die aangeworven werden vóór de **datum** van afsluiting van de groepsverzekering een aanzienlijker spaarkapitaal genieten door **hun** verplichte persoonlijke bijdrage aan te vullen met een **complementaire** vrijwillige bijdrage. Deze **mogelijkheid** zal elke keer door middel van een individueel contract afgesloten **tussen** de beheerder van de groepsverzekering en de betrokkene geregeld worden.

Deze bijdragen **zullen** gekapitaliseerd worden op de **individuele** rekening van het personeelslid en integraal kunnen gerecupereerd worden bij het vertrek, verhoogd met de interesten.

Art. 7. Geen **enkel** personeelslid dat werd aangeworven vóór de datum van afsluiting van de groepsverzekering of begunstigde **mag** de voordelen die hem verworven zijn door het fonds verkopen, **omwisselen**, in waarborg geven of er anders over beschikken.

Indien er geen begunstigten zijn (eegade, kinderen of andere bij contract bepaalde begunstigten), worden de voordelen die niet opgeëist worden binnen de 5 jaar nadat zij **moeten** uitbetaald worden, overgeboekt naar het fonds.

Art. 8. Onderhavig **reglement** en de diverse onafscheidelijk **samenstellende delen** ervan, **maken** volledig deel uit van de arbeidsovereenkomst van het personeelslid van de **maatschappij**.

Een kopie van dit **reglement** zal individueel aan elk personeelslid overhandigd worden.

Jaarlijks zullen de personeelsleden en de M.I.V.B. een individuele **informatiefiche** ontvangen waarop de op dat ogenblik verworven prestaties **vermeld** zijn (individuele bijdragen + interesten + participatie begunstigten).

Art. 9. De Belgische wetgeving wordt strikt toegepast.

Art. 10. De datum van oprichting van het fonds **stemt** overeen met de volgende indexering van de bezoldigingen, vanaf 1994.

Art. 11. Afgezien van het groepsverzekeringssysteem en van de **voormelde** aanvullende spaarrekening, en rekening houdend met de wettelijke verplichtingen, blijven de huidige vigerende persoonlijke conventionele bijdragen niet-geïndividualiseerd en niet-recupereerbaar van toepassing ten gunste van de exploitatierekening.

12 →
13

Zij werden bepaald op :

- 0 % op de **maandelijkse brutobezoldigingsschijf** lager dan 42 817 F;
- **0,1** % op de maandelijkse **brutobezoldigingsschijf** begrepen tussen 42 817 F en 68 686 F;
- **0,2** % op de **maandelijkse brutobezoldigingsschijf** begrepen tussen 68 687 F en 101 025 F;
- **0,3** % op de maandelijkse **brutobezoldigingsschijf** begrepen tussen 101 026 F en 133 364 F;
- 0,4 % op de schijf boven 133 365 F.

De diverse plafonds van de schijven worden geïndexeerd op dezelfde bases als de referentiebezoldigingen.

A 2
100
B

M.I.V.B.

PENSIOENPLAN

**Werknemers in dienst getreden na
de datum van afsluiting van de
groepsverzekering**

REGLEMENTEN

*P
P
ca ?
IB*

- Art. 1. Er wordt een fonds gecreëerd, **samengesteld** in de vorm van een groepsverzekering, teneinde de rechten van het personeel aangeworven na de datum van afsluiting van de groepsverzekering inzake aanvullend pensioen veilig te stellen.

Al de vanaf deze datum in dienst getreden personeelsleden zijn er **ambtshalve** lid van, behalve wanneer zij er krachtens het "C.R.A.T.U.B."-reglement van uitgesloten zijn.

- Art. 2. Het fonds zorgt voor de uitbetaling van de pensioenaanvullingen aan deze personeelsleden bij hun oppensioenstelling en aan hun rechthebbenden in geval van overlijden.

Het "C.R.A.T.U.B."-reglement is strikt van toepassing voor de bepaling van de voorwaarden inzake toekenning en valorisatie van de verleende voordelen.

- Art. 3. Voor deze personeelsleden aangeworven na de datum van oprichting, zal de stijving van het fonds - met het oog op de **samenstelling** van de vereiste wettelijke reserves - gebeuren ten laste van de exploitatierekening van de M.I.V.B. en te hunnen laste.

Indien de **reserves** van de groepsverzekering ontoereikend zijn om de verbintenissen inzake de voor het jaar uit te betalen aanvullende pensioenen na te leven, zullen deze **reserves** aangevuld worden door de M.I.V.B.

De werkgeversbijdragen **moeten** maandelijks, vanaf de datum van instelling van het plan, na vervallen termijn betaald worden.

De bijdragen van de maatschappij mogen in geen enkel geval **opgenomen** worden in het **patrimonium** van de maatschappij en blijven definitief verworven door het fonds.

De financiële activa, die de **reserves** van het fonds van de groepsverzekering samenstellen, mogen in geen enkel geval overgeboekt worden naar de **maatschappij**. Zij blijven de wettelijke en **beschermd**e eigendom van de personeelsleden van de **maatschappij**.

0
11/11
VB

Art. 4. Teneinde de M.I.V.B. te helpen volharden in haar inspanning om via haar **exploitatie** rekening de vereiste financiële **reserves** aan te leggen, worden persoonlijke conventionele bijdragen gevraagd die zullen gestort worden in het fonds van deze groepsverzekering.

De persoonlijke bijdragen van de personeelsleden die aangeworven werden vanaf de datum van oprichting van de groepsverzekering worden maandelijks afgehouden aan de bron en gestort op de individuele rekening van elke werknemer.

Zij zijn verschuldigd op de in bijlage 1 vastgestelde referentiebezoldiging tot op de normale datum van wettelijke oppensioenstelling.

Zij worden bepaald op :

- 0 % op de maandelijks brutobezoldigingsschijf lager dan 42 817 F;
- 1 % op de maandelijks brutobezoldigingsschijf begrepen tussen 42 817 F en 68 686 F;
- 2 % op de volgende schijf van 32 338 F en zo verder per sprong van 1 % op elke nieuwe tranche van 32 338 F, tot een maximum van 5 % zonder plafondbepanking.

De diverse plafonds van de schijven worden geïndexeerd op dezelfde bases als de referentiebezoldigingen.

Art. 5. Bij het overlijden of de oppensioenstelling van een personeelslid van de maatschappij, aangeworven na de datum van afsluiting van de groepsverzekering, zal de "C.R.A.T.U.B."-rente uitgekeerd worden overeenkomstig het "C.R.A.T.U.B."-reglement.

Deze personeelsleden kunnen, indien zij dit wensen, kiezen voor een eenmalig kapitaal. Dit kapitaal zal gelijk zijn aan de waarde verkregen door kapitalisatie van de aan de "C.R.A.T.U.B." gestorte persoonlijke bijdragen.

In geval van overlijden van dit lid, zal het "C.R.A.T.U.B."-complement aan de rechthebbenden, of het eenmalig kapitaal respectievelijk uitbetaald worden aan de eegade, aan de kinderen (in gelijke delen) of aan elke persoon die uitdrukkelijk door de werknemer als wettelijke begunstigde aangesteld werd (met uitzondering van de Staat), of indien er geen begunstigten zijn, aan het fonds.

Dit eenmalig kapitaal zal evenwel slechts verleend worden op voorwaarde dat dit kapitaal niet reeds uitbetaald werd aan het personeelslid zelf.

Handwritten signature and initials: a vertical line, the number 2, the letters 'CUB', and the letters 'LB'.

Het **kapitalisatiepercentage** van de persoonlijke bijdragen **stemt** overeen met het door de verzekeraar gewaarborgde **minimumpercentage** (4,75 % per 1 januari 1994). Dit percentage zal verhoogd worden in geval van beter rendement via **eventuele** winstaandelen.

In geval van vertrek om een andere reden dan het overlijden en de oppensioenstelling, recupereren de personeelsleden het gekapitaliseerd produkt van hun persoonlijke bijdragen op basis van het door de verzekeraar gewaarborgd contractueel rendement.

In geval van afdanking om een ernstige reden, zal geen ander voordeel dan de kapitalisatie van de persoonlijke bijdragen verworven zijn.

In elk geval kunnen de verkregen rechten andere dan de kapitalisatie van de **individuele** bijdragen slechts vrijgegeven worden op de leeftijd waarin door het **reglement** is voorzien.

- Art. 6. De personeelsleden die aangeworven werden na de datum van afsluiting van de groepsverzekering kunnen, indien zij dit wensen, een **bijkomend** spaarkapitaal genieten door hun verplichte persoonlijke bijdrage aan te vullen met een door de werkgever aan de bron afgehouden vrijwillige **complementaire** bijdrage. Deze **mogelijkheid** zal elke keer door middel van een individueel contract afgesloten tussen de beheerder van de groepsverzekering en de betrokkene geregeld worden.

Deze bijdragen zullen gestort worden op de individuele rekening van het personeelslid en in geval van vertrek integraal door hem kunnen gerecupereerd worden, vermeerderd met de interesten.

- Art. 7. Geen **enkel** personeelslid dat werd aangeworven na de datum van afsluiting van de groepsverzekering of begunstigde mag de voordelen die hem verworven zijn door het fonds verkopen, **omwisselen**, in waarborg geven of er anders over beschikken.

Indien er geen begunstigden zijn (eegade, kinderen of andere bij contract bepaalde begunstigden), worden de voordelen die niet worden opgeëist binnen de 5 jaar nadat zij **moeten** uitbetaald worden, overgeboekt naar het fonds.

Handwritten notes: a vertical line with a checkmark, the number 2, and the initials KB.

Art. 8. Onderhavig **reglement** en de diverse onafscheidelijke delen die het **samenstellen, maken** volledig deel uit van de arbeidsovereenkomst van het personeelslid van de **maatschappij**.

Een kopie van dit **reglement** zal individueel te zijner beschikking worden gesteld.

Jaarlijks zullen de personeelsleden en de M.I.V.B. een **individuele informatiefiche** ontvangen waarop de op dat ogenblik **verworven prestaties** **vermeld** zijn.

Art. 9. De Belgische wetgeving wordt strikt toegepast.

Art. 10. De **datum** van oprichting van het fonds stemt overeen met de volgende indexering van de **bezoldigingen**.

↑
P
D
CITE
LB

M.I.V.B.

"C.R.A.T.U.B."-

REGLEMENT

| 2
01/2 TB

- Art. 1 De personeelsleden van de M.I.V.B. zijn onderworpen aan de wetten inzake sociale zekerheid.
- Art. 2 Het reglement van het pensioenplan wordt "C.R.A.T.U.B." genoemd.
- Art. 3 Al de arbeiders en bedienden van de M.I.V.B., met uitzondering van de personeelsleden-studenten, de aanvullenden (personeelsleden aangeworven voor occasionele prestaties en prestaties op verzoek), en de begunstigden van de groepsverzekering ASSUBEL van de vroegere Speciale Studiedienst, zijn aangesloten bij de "C.R.A.T.U.B."
- Art. 4 De geaffilieerde personeelsleden stijven de "C.R.A.T.U.B." door een verplichte persoonlijke bijdrage die berekend wordt op hun brutobezoldiging en maandelijks aan de bron wordt afgehouden.
- Art. 5 De effectieve of tijdelijke personeelsleden die op het ogenblik van hun oppensioenstelling "6 maanden goede dienst" bij de maatschappij tellen kunnen de "C.R.A.T.U.B." genieten.
- Art. 6 De door de "C.R.A.T.U.B." uitgekeerde complementaire pensioenrente is vastgesteld als volgt :

$$\text{maandelijks : R.P.} = (70 \% T - PL) \times \frac{n}{35 \times 12} +$$

$$\text{jaarlijks : G.P.} = 70 \% G \times n/35$$

waarin T : de referentiebezoldiging is die in aanmerking genomen wordt voor de berekening van het in bijlage 1 vastgesteld aanvullend pensioen;

PL : het bedrag vertegenwoordigt van het wettelijk jaarlijks pensioen op 65 jaar van de gehuwde man, zoals gedefinieerd in bijlage 1;

n : het aantal dienstjaren is zoals gedefinieerd in bijlage 1;

G : overeenstemt met de in bijlage 1 gedefinieerde gratificatie.

De maandelijkse rente zal aan het lid na vervallen termijn uitgekeerd worden vanaf de eerste maand die volgt op zijn oppensioenstelling, met dien verstande dat elke begonnen maand beschouwd wordt als zijnde verschuldigd.

2
0/6
VB

Art. 7 In geval van overlijden van een lid tijdens zijn diensttijd en vóór de normale pensioendatum, wordt aan de eegade een overlevingsrente uitgekeerd.

De overlevingsrente (RS) wordt bepaald op :
 $(RP + GP) * k * k'$

RP + GP : zijn de renten inzake normaal aanvullend pensioen van het lid zoals gedefinieerd in artikel 6;

k : is een coëfficiënt die afhankelijk is van de leeftijd van de eegade op het ogenblik van zijn overlijden, zoals vermeld in de in bijlage 1 opgenomen tabel;

k' : is een coëfficiënt die afhankelijk is van het leeftijdsverschil tussen het personeelslid en de eegade, zoals gedefinieerd in bijlage 1.

De overlevingsrente van weduwe of weduwnaar wordt aan de eegade van het lid uitgekeerd op voorwaarde dat :

- het lid op de datum van het overlijden noch uit de echt noch van goederen, tafel en bed gescheiden is;
- het lid sedert meer dan één jaar gehuwd is;
- zijn overlevende eegade niet meer dan 20 jaar jonger is.

Wanneer de overlevende eegade hertrouwt, vervalt het recht op de maandelijkse rente.

De verplichtingen jegens de overlevende eegade zullen nagekomen worden vanaf de eerste maand die volgt op het overlijden van het lid en dit na vervallen termijn, met dien verstande dat elke begonnen maand beschouwd wordt als zijnde verschuldigd.

Art. 8 In geval van overlijden van een lid na zijn oppensioenstelling :

zal aan de eegade van wie hiervoren sprake een overlevingsrente uitgekeerd worden, indien zij reeds eegaden waren één jaar vóór de oppensioenstelling.

De overlevingsrente wordt zoals voor artikel 7 bepaald op :

$$RS = (RP + GP) * k * k'$$

Dit voordeel zal aan de begunstigde toegekend worden vanaf de eerste maand die volgt op het overlijden van het lid en dit na vervallen termijn, met dien verstande dat elke begonnen maand beschouwd wordt als zijnde verschuldigd.

Handwritten initials:
A 2
st
B

Art. 9 In het geval van weeskinderen :

zal aan de kinderen die wettelijk door het overleden lid erkend zijn, een maandelijks wezenrente uitgekeerd worden, onder voorbehoud van de volgende voorwaarden :

- hun identiteit moet gekend zijn op de datum van het overlijden;
- zij mogen geen 18 jaar oud zijn en zij moeten **kinderbijslag** genieten;
- zij moeten weeskind zijn dat beide ouders verloren heeft.

Het bedrag van de wezenrente is vastgesteld op :

- voor een weeskind : $2 * RS * k/5$;
- per **bijkomend** weeskind : $RS * k/5$.

Het **maximumbedrag** van de wezenrenten dat uitgekeerd wordt aan al de weeskinderen van een overleden lid mag $RS * k$ niet overschrijden. De **termen** RS en k zijn die welke gedefinieerd zijn voor de overlevende eegde.

Dit voordeel zal toegekend worden aan de begunstigde(n) vanaf de eerste maand die **volgt** op het overlijden van het lid en dit na vervallen **termijn**, met dien verstande dat **elke** begonnen maand beschouwd wordt als zijnde verschuldigd.

Art. 10 **Voordelen** in geval van permanente ongeschiktheid

In geval van ziekte of van ongeval buiten het werk, genieten de personeelsleden van de M.I.V.B. krachtens een andere **overeenkomst** een gewaarborgd inkomen gedurende **24 maanden**.

De personeelsleden die 10 jaar effectieve dienst tellen en die permanent arbeidsongeschikt geworden zijn, met uitzondering van de door een derde veroorzaakte arbeidsongevallen, ontvangen een maandelijks rente zolang zij een **vervangingsinkomen** van een ziekenfonds of een werkloosheidsuitkering genieten.

Deze rente wordt vastgesteld op 1 % van de bezoldiging per dienstjaar.

Deze rente mag evenwel geen afbreuk doen aan de rechten die de invalide kan doen gelden bij andere instellingen.

Zij kan eventueel **gecumuleerd** worden met de uitkeringen waarop betrokkene recht heeft, op voorwaarde dat al de **bestaansmiddelen** van deze laatste 85 % van zijn activiteitsbezoldiging niet **overschrijdt**, overeenkomstig de wetgeving.

P *2* *→* *IB*
etc

Het **uitkeren** van de rente kan definitief opgeschort worden wanneer betrokkene een bezoldigde activiteit uitoefent, hetzij in natura hetzij tegen betaling.

De beschikkingen van dit artikel zijn alleen van **toepassing** op een **werknemer die**, op de dag dat zijn invaliditeit aanvangt, voldoet aan de voorwaarden inzake **lidmaatschap**, zoals bepaald in artikel 3.

Dit voordeel **zal** toegekend worden aan de begunstigden vanaf de eerste **maand die volgt** op de beslissing en dit na vervallen **termijn**, met dien verstande dat elke begonnen maand beschouwd wordt **als zijnde** verschuldigd.

2,
at 1B

BIJLAGE 1 : Algemene bepalingen

Voor de interpretatie van dit reglement zijn de volgende bepalingen van toepassing :

1.1. Vrouwelijk en mannelijk personeel

In dit reglement wordt de mannelijke vorm gebruikt voor beide geslachten. Indien anders bedoeld wordt, zal dit uitdrukkelijk vermeld worden.

1.2. Lid

Elk personeelslid dat voldoet aan de in artikel 3 van het reglement bepaalde voorwaarden inzake lidmaatschap.

1.3. Normale pensioendatum

De eerste dag van de maand die volgt op de maand tijdens dewelke het lid de normale ouderdom voor de wettelijke oppensioenstelling bereikt, thans tussen 60 en 65 jaar. Indien het lid dit wenst mag hij evenwel het lopende burgerlijk trimester beëindigen alvorens met pensioen te vertrekken.

1.4. Referentiebezoldiging voor de berekening van het aanvullend pensioen (T) :

Voor de arbeider :

T = jaarlijks baremaal brutoloon (1983,6 x bruto-uurloon met inbegrip van de onderstaande premies die betrokkene eventueel geniet : premie voor het slagen voor een examen, premie voor het waarnemen van een hogere functie gedurende ten minste één jaar zonder onderbreking, premie voor brigadier, voor monitor), vermeerderd met het quotum van de 13e maand (35 000 F in 1994);

G = geïndexeerde premie inzake sociale programmering
(34 092 F in 1994 waarvan 13 081 F niet-geïndexeerd).

Voor de bediende :

T = 13 x brutomaandbezoldiging (met inbegrip van de eventuele premies die betrokkene geniet : premies voor het slagen voor een examen zonder benoeming of voor het waarnemen van een hogere functie die gedurende ten minste één jaar zonder onderbreking worden toegekend, premie voor opzichter, voor instructeur, voor monitor, non-averijpremie toegekend aan de onderhoudsonderchefs en de onderhoudschefs).

G = geïndexeerde premie inzake sociale programmering
(39 662 F in 1994 waarvan 13 081 F niet-geïndexeerd).

Handwritten initials:
A P
dB B

De waarden van 'T' zijn deze van de baremaschalen op de datum van wettelijke oppensioenstelling of op de datum van overlijden als het een overlevingspensioen betreft. In geval van deeltijds werk, wordt het geherwaardeerd tegen 100 %.

Op de referentiebezoldiging zullen evenwel de indexeringen en de conventionele sociale programmeringen toegepast worden.

Wanneer het personeelslid op de leeftijd van 55 jaar of ouder in een lagere categorie ondergebracht wordt om redenen onafhankelijk van zijn wil, zal rekening worden gehouden met zijn vroegere bezoldiging of zijn vroeger loon binnen de door het Paritair Comité te bepalen grenzen.

1.5. Bedrag van het wettelijk pensioen

Stemt overeen met het bedrag van het theoretisch volledig wettelijk jaarlijks pensioen op 65 jaar van de gehuwde man, d.w.z. tegen het "gezinspercentage", zoals gedefinieerd door de wetgeving voor de loontrekkers onafhankelijk van de gezinstoestand van het lid.

1.6. Begunstigde

Elke persoon die volgens het reglement recht heeft op enigerlei voordeel, hetzij rechtstreeks als lid, hetzij onrechtstreeks als rechthebbende uit hoofde van de affiliatie van het personeelslid.

1.7. Dienstjaren (ni)

Alle volledig bij de maatschappij gepresteerde dienstjaren en dienstmaanden als werknemer of door de maatschappij gelijkgestelde jaren, tussen de datum van indiensttreding bij de maatschappij en de datum van vertrek. Voor de nieuw aangeworvenen zal de datum van indiensttreding overeenstemmen met de eerste dag van de maand tijdens dewelke zij voldoen aan de affiliatievoorwaarden waarin voorzien is in artikel 3 van het "C.R.A.T.U.B."-reglement.

Het aantal gepresteerde jaren wordt :

- afgerond op het hogere jaartal zodra het lopende jaar meer dan 6 maanden aangevat is;
- afgerond op het lagere jaartal in het tegengestelde geval;
- beperkt tot maximum 35 jaar; in geval van beperking worden de laatste 35 jaren van de loopbaan in aanmerking genomen.

1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100

Worden beschouwd als diensttijd :

- de ziekteperiodes; de onderbreking wegens ziekte zal evenwel slechts voor maximum twee dienstjaren meetellen;
- de periodes van verlof zonder wedde om syndicale redenen;
- de jaren van conventioneel brugpensioen met een maximum van vijf jaar;
- de dienstjaren bij de maatschappijen voor gemeenschappelijk stads- en streekvervoer voor de personeelsleden aangeworven vóór de datum van oprichting van het fonds.

In de berekening van de werkelijke diensttijd worden de deeltijdse periodes afgetrokken naar rata van de niet-gepresteerde tijd.

Het verlof zonder wedde dat de 10 dagen per jaar overschrijdt, zal eveneens afgetrokken worden en de personeelsleden die tijdens hun verlof zonder wedde op lange termijn overlijden, worden gelijkgesteld met ontslagnemenden.

1.8. Coëfficiënt k en 'k'

De coëfficiënt k is afhankelijk van de leeftijd van de eegade op de datum van overlijden van het personeelslid, zoals vermeld in de onderstaande tabel :

Ouderdom van de eegade op de datum van het overlijden	quotiteit
- dan 41 jaar _____>	46.60 %
41 jaar _____>	47.95 %
42 jaar _____>	49.25 %
43 jaar _____>	50.60 %
44 jaar _____>	51.95 %
45 jaar _____>	53.25 %
46 jaar _____>	54.60 %
47 jaar _____>	55.95 %
48 jaar _____>	57.25 %
49 jaar _____>	58.60 %
50 jaar _____>	59.95 %
51 jaar _____>	61.25 %
52 jaar _____>	62.60 %
53 jaar _____>	63.95 %
54 jaar _____>	65.25 %
55 jaar en + _____>	66.60 %

Z
18
18

k' is afhankelijk van het **ouderdomsverschil** tussen het personeelslid en de eegade. Hij werd conventioneel gelijkgesteld met die **welke** bepaald werd bij koninklijk besluit van 26 **april** 1932 houdende uitvoering van de wet van 14 juli 1930. Hij **mag** evenwel niet hoger zijn dan 1 (1973) en is in ieder **geval** gelijk aan 1 wanneer de **begunstigde** ouder is dan 55 jaar.

Bovendien wordt het **leeftijdsverschil** op het ogenblik van het overlijden **verminderd** met de duur van het huwelijk.

1.9. Eerste datum van toepassing

Stemt overeen met de volgende **indexering** van de bezoldigingen.

P
CTG B

BIJLAGE 2 : Verplichtingen van het lid

2.1. Wijzigingen in de gezinstoestand

Het lid is verplicht de M.I.V.B. op de hoogte te brengen van elke wijziging in zijn gezinstoestand, voor zover deze wijziging het recht op de voordelen van dit plan beïnvloedt.

2.2. Andere inlichtingen

De beheerder van het plan kan via de M.I.V.B. elk document opvragen dat hij nodig acht om na te gaan of een recht op de voordelen bestaat of blijft bestaan, zoals bijvoorbeeld uittreksels uit de geboorteakte, attestatio de vita, uittreksels uit de overlijdensakte.

Wanneer op dit verzoek niet ingegaan wordt, kan de beheerder de uitbetalingen opschorten en elke onrechtmatige storting doen terugbetalen aan het fonds, vermeerderd met de interest die overeenstemt met het rendementspercentage van het fonds.

1 2,
de 18.

**BIJLAGE 3 : Taksen en andere belastingen waarin door de wet
voorzien is**

Al de stortingen in het kader van dit plan zijn onderworpen aan de opgelegde afhoudingen en aan de door de Belgische wetgeving verleende fiscale vrijstellingen.

De eventuele taksen op de premies van de verzekeringscontracten en op de stortingen in het investeringsfonds, alsmede elke sociale en fiscale bijdrage op de werkgeversstortingen vallen ten laste van de maatschappij.

De leden moeten de belastingen betalen die overeenstemmen met een eventuele vrijwillige uitbreiding, in de vorm van een individueel contract, van hun persoonlijke stortingen boven de verplichte 1 % gedurende vijf jaar voor de personeelsleden in dienst bij de oprichting van het fonds en boven de bijdrage van 1 tot 5 % voor de overige personeelsleden.

De op de renten, individuele kapitalen en diverse winstparticipaties uit hoofde van hun vereffening verschuldigde belastingen, voorheffingen, rechten, taksen of diverse bijdragen, vallen ten laste van de begunstigten.

In de toekomst zullen alle rechten, belastingen, taksen en diverse bijdragen verschuldigd zijn volgens de modaliteiten waarin voorzien is in de wetgeving die ze heeft ingesteld.

↑
P
clb
B

BIJLAGE 4 : Maximaal pensioenrecht

De totale voordelen van dit plan, met inbegrip van het Belgisch wettelijk pensioen, mogen niet hoger liggen dan het in het Koninklijk Besluit van 20 september 1985 bepaald maximumbedrag.

Als het maximaal pensioenbedrag bereikt is, zullen de bijdragen van de werknemer en van de werkgever proportioneel verminderd of stopgezet worden om te voldoen aan de voorschriften van voormeld Koninklijk Besluit.

Handwritten notes:
↑ R
cut → B.